

Évolutions et positions des partis flamands

Comprendre les ressorts de la crise, c'est aussi décrire les perceptions et les stratégies des partis flamands. Liesbeth Van Impe, journaliste du Morgen revient sur la transformation du CVP en CD&V, ou comment un parti qui a été le « pivot » de l'État belge pendant toute l'après-guerre se convertit au nationalisme flamand. Elle décrit aussi les positionnements des autres partis du nord du pays et insiste sur l'absence de « front flamand », une représentation qu'elle juge tout aussi caricaturale que celle d'un front francophone absolument uni.

ENTRETIEN AVEC LIESBETH VAN IMPE

RN: *La radicalisation flamande du CD&V, d'où vient-elle ?*

Liesbeth Van Impe: Pour comprendre le CD&V d'aujourd'hui, il faut retourner aux élections de 1999 et à la formation de la coalition arc-en-ciel qu'en Flandre on appelle la coalition violette-verte (« *paars-groen* »). L'absence des chrétiens-démocrates après cinquante ans de gouvernement a été un vrai choc, en Flandre, mais surtout pour le CVP. Il faut le comparer peut-être au désarroi du PS, lors des derniers mois où le scénario d'opposition semblait inévitable. Pour le CVP, l'opposition était une grande injustice inexplicable, « seulement à cause de quelques poulets », et par définition très tem-

poraire parce que la violette, « ça ne durerait jamais ». L'histoire a prouvé le contraire: Verhofstadt a persévéré et le CVP a commencé à s'écrouler. La seule personnalité encore populaire en 1999, le nouveau président Stefaan De Clerck, s'est écrasée aux élections de 2003.

La défaite de 2003 a été une catastrophe pour le CD&V. On a déclaré les chrétiens-démocrates flamands cliniquement morts. Le parti, en proie à la panique, s'est alors tourné, sans beaucoup d'enthousiasme, vers la dernière personne sensée capable de le sauver: Yves Leterme, parlementaire de qualité, homme de raison, mais avec l'image peu excitante d'un notaire, d'une sorte de souris grise.

Mais Leterme a flairé l'opportunité de reprendre la N-VA. Cette partie radicale de l'ex-Volksunie a tout juste survécu aux élections de 2003. Il faut deux tentatives d'Yves Leterme pour qu'elle s'associe au CD&V. Au même moment, la violette de Verhofstadt commence à se détruire avec le droit de vote des immigrés. Leterme se présente comme l'alternative et cette alternative sera, après le calme communautaire sous Verhofstadt, très flamande.

RN: *La position flamande du CD&V est donc purement stratégique ?*

LVI: Pas vraiment. Elle a un côté tactique, bien sûr. Mais le CD&V s'est aussi profondément transformé dans l'opposition. Pendant des décennies, le parti a fourni les Premiers ministres belges et il était devenu l'incarnation même du compromis à la belge. Son profil spécifique avait complètement disparu, seule la « raison d'État » belge restait. Pour certains, l'opposition était donc aussi une libération. Le fait que le cartel ait gagné d'abord les élections flamandes en 2004 a aussi favorisé l'évolution vers une position beaucoup plus flamande. Le point de départ d'un Leterme, qui n'a jamais été ministre fédéral, est avant tout que sa propre expérience du système fédéral part de son expérience du gouvernement flamand. Il voit donc surtout ce qui ne marche pas, ce qui bloque le gouvernement flamand.

Lors des négociations de l'été et de l'automne, la radicalisation du parti s'est manifestée à plusieurs reprises. Chaque fois que Leterme et Vandeurzen étaient prêts à approuver un compromis, ils ont été bloqués. Par la N-VA, bien sûr, mais

aussi par leurs propres parlementaires. À chaque fois, stratégie et idéologie se sont retrouvées: le CD&V a une peur bleue d'un avenir sans la N-VA, mais soutient aussi volontiers les demandes flamandes. Ni Leterme ni Vandeurzen n'avaient l'autorité pour diriger leur parti et leur cartel vers le compromis.

RN: *Le cartel n'est pas le seul à se profiler de façon très flamande. L'Open VLD l'a toujours suivi.*

LVI: La position des libéraux était avant tout stratégique. D'abord, ils ont le sentiment que le CD&V a « volé » en quelque sorte sa victoire par des promesses communautaires un peu gratuites. Ils ont volontiers laissé l'initiative à Leterme, qui devait prouver qu'il pouvait aussi réaliser ses promesses. La seule chose que le VLD a voulu éviter, c'est que le CD&V puisse dire après l'échec — jugé inévitable — de l'orange bleue que la responsabilité en revenait aux libéraux et à leur manque de soutien. D'où l'attitude très docile de « bons Flamands » de la part des libéraux.

De plus, cette radicalisation servait très bien De Gucht, Somers et Dewael pour marquer la différence avec Verhofstadt. Pour ces trois libéraux, le grand défi de la période postélectorale était de survivre à leur Numero Uno. Verhofstadt s'était profilé pendant la campagne comme le grand fédéraliste: une réforme de l'État, certainement, mais aussi plus de coopération et un renforcement de l'État fédéral. En se positionnant plutôt aux côtés du cartel, Somers et les autres se distancaient aussi de Verhofstadt. Mais le Premier ministre tient maintenant sa revanche.

RN: *Il y a quand même toujours les cinq résolutions du Parlement flamand, qui sont soutenues par tous les partis flamands ?*

LVI: Il est vrai que tous les partis flamands demandent aujourd'hui une réforme de l'État et plus de compétences pour les Régions et les Communautés. Pour tous les partis, ces cinq résolutions sont le point de référence. Mais l'image d'unité qui en résulte n'est qu'une illusion. Les résolutions datent déjà de 1999 et elles sont plutôt symboliques. C'est-à-dire que la plupart des partis savent qu'il s'agit ici d'un projet à très long terme. Ce n'est pas un cahier de revendications pour des négociations d'aujourd'hui, ce qui est même prouvé par le cartel, qui n'a à aucun moment déposé les cinq résolutions sur la table des négociations.

Les socialistes vont même plus loin. Selon Johan Vande Lanotte, la résolution qui demande la régionalisation des soins de santé n'est plus actuelle. La situation a changé, les différences inexplicables ont selon lui disparu et avec elles, la nécessité de régionaliser. Leterme s'est fâché avec Vande Lanotte pour ces remarques, mais ça prouve quand même que ces résolutions n'ont pas le statut d'une Bible flamande.

RN: *Mais la gauche flamande aussi prend bel et bien des positions très flamandes ?*

LVI: Le SP.A a été très clair dans ses exigences communautaires: la politique du marché d'emploi. Ce qu'on ne peut plus nier, c'est le fossé qui s'est creusé entre SP.A et PS. Certains au SP.A pensent vraiment que leur défaite du 10 juin s'expli-

que notamment par les affaires PS et l'association que fait l'électeur entre les deux partis socialistes. La distanciation idéologique entre les deux n'est d'ailleurs pas si récente. Ce n'est pas une coïncidence si le PS a banni Frank Vandenbroucke du gouvernement fédéral et que celui-ci se retrouve aujourd'hui au niveau flamand, réclamant plus de compétences, notamment dans son domaine, le marché du travail. Il est aussi remarquable que ces derniers jours, Di Rupo a posé son veto contre l'absence du CDH, mais qu'il n'a nullement défendu la présence du SP.A.

Pour les verts de Groen!, c'est plus compliqué. Ils ne savent pas vraiment se positionner dans le débat. Ils forment une fraction avec Écolo, ce qui prouve qu'ils ne sont pas les plus extrêmes, pour dire les choses de manière prudente. Mais ils cherchent maintenant une position plus claire. Le débat pour l'élection d'un nouveau président de Groen! a fait du communautaire, pour la première fois, je crois, un sujet de débat. Et lors du vote sur BHV, les verts ont quand même pris une position courageuse en s'abstenant.

RN: *L'impression qui existe est quand même que, sous l'influence du Vlaams Belang, tous les partis flamands sont devenus plus ou moins séparatistes.*

LVI: C'est complètement faux. D'abord, le séparatisme est toujours une position minoritaire en Flandre. C'est une erreur énorme de la part des francophones de présenter toute demande de régionalisation comme une évolution cachée vers l'autonomie flamande et donc tous les Flamands comme des séparatistes

cachés. La plupart des Flamands ne veulent pas de cette autonomie, y compris la majorité de l'électorat du VB. Le côté anti-immigration, voire raciste, et le côté anti-établissement charment beaucoup plus d'électeurs du VB que le côté séparatiste. La plupart de leurs électeurs tient même à la monarchie.

En plus, le VB a largement été absent ces derniers mois, sauf lors du vote unilatéral sur BHV. On ne les entend pas et dans les sondages, Jean-Marie Dedecker est en train de ronger leur base électorale. Le VB ne dirige d'aucune manière les partis flamands dans ce débat.

RN: *C'est alors tout le monde derrière Bart De Wever?*

LVI: Même cette image ne correspond pas à la réalité. Le CD&V, certes, a suivi De Wever et c'était une erreur. Je crois que, dans l'orange bleue, une réforme de l'État aurait été possible, si les Flamands étaient prêts à prouver qu'ils tiennent aussi à l'État fédéral en le renforçant. Un transfert de compétences s'impose, mais dans toutes les directions. Le hic, c'est que pour la N-VA, c'est non. Pour eux, un État fédéral qui fonctionne bien, c'est un cauchemar, parce que le soutien pour raison de séparatisme diminuerait. On sait que Leterme a, notamment, joué avec l'idée d'une circonscription nationale, mais il n'a jamais osé la formuler à voix haute, par peur de la N-VA. Sans les tabous, le débat avait peut-être une chance.

Cela dit, la position des francophones, et surtout du CDH, n'a pas vraiment aidé non plus. Le non unanime des francophones, même aux demandes raisonnables, et les carica-

tures permanentes des demandes flamandes, ont irrité beaucoup de gens. Le populisme nationaliste du cartel et de Dedecker a pu en profiter. Le front des francophones est interprété comme un veto, qui ne se donne même pas la peine de s'expliquer.

RN: *Selon les francophones, s'il existe un front, il se trouve du côté flamand.*

LVI: C'est l'ironie de l'histoire. Les Flamands voient un front uni des francophones, les francophones voient un front uni des Flamands. Ils ont tort tous les deux. Apparemment, l'image d'un ennemi uni face à la division interne est toujours utile. Cette fausse représentation aide à inspirer la peur et l'hostilité dans le public de chaque communauté face à un bloc uni et diabolisé, tandis que les concurrents politiques dans leur propre région peuvent être dénoncés comme des traîtres. Cela a des avantages politiques. Mais comme toujours, l'absence de nuances tue tout débat honnête. Et c'est cela que nous avons vu pendant six mois.

Propos recueillis par Benoît Lechat
le 19 décembre 2007.